

*Initiatives ministérielles*

Nous avons vu tout le cynisme de ces témoins qui ont défilé devant le comité pour dire: «Je suis bien d'accord sur cette taxe, mais surtout ne me taxez pas, moi. Taxez donc le type d'en face, mais exemptez-moi.» Nous avons entendu les représentants des Burger King et des McDonald dire: «Taxez tous les autres, mais pas moi!» Bien sûr, c'est ce que disent les grosses sociétés. Elles veulent encore manger sans payer. Ne touchez surtout pas aux repas des huiles. La nourriture vendue dans les épiceries est exonérée. Les restaurateurs veulent être exemptés eux aussi mais que tous les autres soient taxés. Tout le monde dit que les taxes de vente sont les plus régressives. Je ne suis pas convaincu que le gouvernement a longuement cherché autre chose pour remplacer la taxe sur les produits et services. Nous savons qu'il a fixé des lignes directrices; la taxe serait, premièrement, visible; deuxièmement, simple; troisièmement, intégrée et, quatrièmement, elle n'aurait pas d'incidence sur les recettes. Qui-conque a cru le premier ministre quand il a fait ces affirmations croirait n'importe quoi.

• (1600)

Le gouvernement a menti aux Canadiens. Les responsables de la politique économique ont menti aux Canadiens. Ce qui était censé n'avoir aucune incidence sur le budget est un véritable filon pour le gouvernement.

**Une voix:** La taxe est visible?

**M. Rodriguez:** Autant que Salmon Rushdie. Croyez-vous à toutes les promesses du premier ministre? Il n'était pas question de libéraliser le commerce avec les Américains à l'époque où il était candidat à la direction du Parti conservateur, en 1983. Rappelez-vous sa fameuse mise en garde: «Que celui qui veut coucher avec un éléphant attende de voir ce qui lui arrivera quand l'éléphant se retournera.» Il faut avoir l'esprit tordu pour parler de coucher avec un éléphant! Mais les gens l'ont cru et ont vu la suite.

Ces quatre principes devaient régir la TPS. Nous voyons maintenant qu'on y déroge plus qu'on ne les observe. Les conservateurs veulent une vache à lait, car chaque fois que le taux sera relevé de 1 p. 100, les recettes augmenteront de 2 milliards. Je dis aux Canadiens que je ne sais pas quoi faire. Je ne sais pas comment nous pouvons empêcher le gouvernement d'imposer le régime

fiscal le plus régressif du monde occidental. Je ne sais pas ce qu'il faut faire.

C'est dommage que nous n'ayons pas de lois de révocation qui nous permettraient, parfois, après avoir recueilli un certain nombre de signatures, de voter la révocation du gouvernement ou d'un député. Dommage que le système ne renferme pas de freins et contrepoids.

Je n'ai vu jusqu'ici dans ce débat qui est un prélude au débat sur la TPS proprement dit que des conservateurs qui pensent que c'est une blague, qu'ils jouent un bon tour aux Canadiens. Ils réussissent merveilleusement bien. Les gens écrivent au ministre des Finances et signent des pétitions de bonne foi, croyant que leur instances et l'expression de leur désaccord détourneront le gouvernement de son projet. Malheureusement, ils verront comme moi que, après une courte période, on les réduira au silence.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je regrette que le temps du député soit écoulé.

**M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest):** Monsieur le Président, je ne veux pas faire perdre trop de temps à la Chambre, mais je dois m'absenter sous peu. Je tiens simplement à dire aux aînés que, peu importe ce que le NPD vous a dit en novembre dernier, vous ne perdrez pas vos régimes de pension et d'assurance-maladie. Ce que les néo-démocrates font aujourd'hui, c'est essayer de dicter sa conduite au gouvernement. Nous écoutons, nous entendons et nous comprenons. Or, je pense que le NPD espère que les Canadiens ne comprennent pas, car, ce que l'opposition demande, c'est un retour au genre de gouvernement qui a dirigé le pays entre 1972 et 1984.

**M. Milliken:** C'est bien ce que nous demandons.

**M. Hawkes:** C'est ce que nous demandons, dit-il. En 1972, le gouvernement était minoritaire et avait pour objectif d'être réélu. Peu importe les moyens, pourvu qu'il soit réélu et qu'il détienne le pouvoir pour le pouvoir. Qu'ont dit les libéraux à la population canadienne? Nous dépenserons, nous mettrons en oeuvre toutes sortes de nouveaux programmes. Nous dépenserons, encore et encore. Puis, nous rendrons un autre service aux Canadiens: nous réduirons les taux d'impôt.

C'est l'argument que nous entendons ici aujourd'hui: le gouvernement n'a pas besoin de prélever des impôts. Soyez populaire, dépensez sans compter. Quels résultats cela donne-t-il? De très bons résultats pendant deux ou trois mois. Tous ceux qui sont dans la tribune aujourd'hui: servez-vous de votre carte de crédit. Sortez, amusez-vous. Payez-vous un somptueux repas de 100\$. Ce sera un dîner merveilleux.

**M. Boudria:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Vous avez certainement remarqué et vous savez également très bien qu'un député n'est pas censé s'adresser à la tribune du public lorsqu'il fait des observations à